

Conseil d'administration 06-2024 du 28 novembre 2024

Point « Approbation du PV du 26 septembre 2024 »

Délibération n° 2024-21 du 28/11/2024

LE CONSEIL D'ADMINISTRATION

- Vu les articles L. 1231-1 à L. 1233-6 et R. 1231-1 à D. 1233-30 du code général des collectivités territoriales ;
- Vu le procès-verbal du conseil d'administration 05-2024 du 26 septembre 2024.

A la majorité des membres présents ou suppléés, approuve :

Le compte-rendu du conseil d'administration 05-2024 figurant en annexe à la présente délibération.

Fait à Paris, le 28/11/2024

Le président du conseil d'administration



Christophe BOUILLON

Conseil d'administration du 26 septembre 2024

PROCES-VERBAL

ORDRE DU JOUR

I.	Approbation procès-verbaux des conseils d'administration du 20 juin et du 18 juillet (pour décision)	5
II.	Point sur le transfert de la plateforme Aides-territoires.....	5
III.	Etat des projets accompagnés en ingénierie et consommation des enveloppes déconcentrées par l'Agence	7
IV.	Etat d'avancement du programme Villages d'avenir	10
V.	Approbation de l'avenant à la convention conclue avec la CNFPT pour la formation des conseillers numériques (pour décision)	12
VI.	Point d'étape relatif aux contrats de ville	12
VII.	Point sur les vacances olympiques et sur la billetterie populaire	14
VIII.	Présentation de la feuille de route 2024 de la convention cadre CEREMA - ANCT	15
IX.	Point sur le contrat de subvention octroyé dans le cadre du plan de transformation des zones commerciales (pour décision).....	15
X.	Autorisations accordées au directeur général à voter pour la dissolution des sociétés Arc-en-Ciel et Les Gibjoncs dans lesquelles l'agence détient une participation (pour décision).....	15
XI.	Accord-cadre relatif à l'impression offset ou numérique des documents (pour décision)	16
XII.	Admission en non-valeur (pour décision)	16
XIII.	Validation des décisions signées par le directeur général sur la base de sa délégation de signature (pour décision).....	16





Étaient présents :

Membres du Conseil d'administration

Christophe BOUILLON, Président de l'ANCT

Représentants de l'État

Benoît DUFUMIER – DDTM des Côtes-d'Armor (*représente Catherine SEGUIN – préfète de l'Oise*)

Alexandre SANZ – DGCL, ministère de l'Intérieur et des Outre-mer

Blandine GEORJON – DGCL, ministère de l'Intérieur et des Outre-mer

Stéphane BRUNOT – DGCL, ministère de l'Intérieur et des Outre-mer

Marie REGRETTIER - DB, ministère de l'Économie et des Finances

Élise HERMANN – délégation générale à la transmission, aux territoires et à la démocratie culturelle, ministère de la Culture

Christophe CHASSANDE – Secrétariat général ministère de la Transition écologique et de la cohésion des territoires

Pierre MOLAGER – Sous-directeur de l'administration territoriale à la DMAT (*représente François PESNEAU – préfet de la Haute-Vienne*)

Anne-Lorraine LATTRAÏE – DGALN, ministère de la Transition écologique et de la Cohésion des territoires

Nadège BAPTISTA – préfète déléguée des Hauts-de-Seine

Clément MÉDÉE – DGITM, ministère de la Transition écologique et de la Cohésion des territoires (*représente Céline MOUVET*)

Représentant de la Caisse des dépôts

Michel-François DELANNOY, directeur du département Appui aux territoires (*représente Gisèle ROSSAT-MIGNOD*)

Représentants des collectivités territoriales

Catherine LHÉRITIER – AMF (*accompagnée de Nathalie Fourneau*)

Isabelle DUGELET – AMRF (*représente Michel FOURNIER*)

Driss ETTAZAOUI – Villes & Banlieues

Patrick GENRE – ANEM

Représentants du personnel

Joëlle MARTICHOUX – CFDT

Christophe GIRARD - CGT

Membres à voix consultative

Stanislas BOURRON – DG de l'ANCT

Cécile RAQUIN, DGCL - commissaire du gouvernement

Jessica BROUARD-MASSON – ANAH, directrice de l'expertise et des politiques publiques (*représente Valérie MANCRET-TAYLOR*)

Nicolas SOUDON – ADEME, directeur exécutif des territoires (*représente Sylvain WASERMAM*)

Annabelle FERRY – CEREMA, directrice de la direction Territoires et ville (*représente Marie-Claude JARROT*)

Christine BHUL – contrôleur budgétaire et comptable ministérielle

Philippe FLORY - agent comptable de l'ANCT

Invités :

Raphaëlle GODDET, secrétaire générale

Christelle BREEM, Directrice des fonds de Reconquête commerciale chez Agence Nationale pour la Cohésion des Territoires (ANCT)

Éric ETIENNE, directeur général délégué Territoires et ruralités

Corinne DE LA METTRIE, directrice générale déléguée – Politique de la Ville





Agnès REINER, directrice générale déléguée – Appui opérationnel et stratégique
Nicolas SORNIN PETIT, chef du pôle interface et contrats territoriaux
Guillaume SEGALA – DG Villes de France

Excusés non représentés :

Représentant de l'État

Nicolas DAUBRESSE – DGRI, ministère de la Recherche
Yvan DENION – SG du ministère de la Santé (*représente Johana AZZIZI*)

Représentants des collectivités territoriales

Virginie CAROLO-LUTROT – Interco de France
Patrick WEITEN – ADF
Renaud MUSELIER – Régions de France
Frédéric LETURQUE – France urbaine
Gil Avérous – Ville de France

Représentants du Parlement

Louis-Jean DE NICOLAY – sénateur de la Sarthe

Membres à voix consultative

Anne-Claire VIAL – membre du CESE
Djamila HADDOU – conseillère citoyenne





La séance est ouverte à 10 heures 30 sous la présidence de Christophe BOUILLON.

Le Président

Je propose de rappeler brièvement l'actualité depuis le dernier Conseil d'Administration qui s'est déroulé le 20 juin. Je salue tout d'abord la nomination de Catherine Vautrin et de Gil Avérous pour leur engagement, particulièrement envers l'ANCT. Nous aurons l'occasion d'échanger durant les semaines qui viennent avec les personnes en responsabilité, notamment dans les territoires.

Concernant l'actualité des programmes, la Cour des Comptes a publié un rapport sur France Services. Ce rapport, qui résulte de plusieurs années d'observation détaillée, est satisfaisant, puisqu'il salue « l'efficacité du programme et sa capacité à atteindre ses objectifs ». Il précise que France Services a su à la fois se diversifier et se massifier.

En termes d'accompagnement, nous avons atteint 9 millions de personnes en 2023, démontrant notre capacité à répondre aux attentes des usagers. Le taux de satisfaction des personnes qui franchissent la porte d'une maison France Services s'élève à 96,1 %.

Ce bilan positif ne doit pas nous empêcher de progresser dans le déploiement des structures, l'enjeu étant notamment la pérennisation des financements. Nous devons également gagner en visibilité auprès des agents et des collectivités qui portent ces espaces. La Cour des comptes a souligné une charge financière croissante pour les territoires. Lors de nos déplacements, nous avons constaté à la fois la satisfaction des usagers, des agents et des élus, mais aussi les préoccupations des élus concernant la pérennisation des financements. Nous devons veiller à ce que les opérateurs tiennent leurs engagements, particulièrement sur la notion de back-office, afin de garantir l'efficacité du parcours usager.

La notoriété du dispositif progresse, ce dernier étant désormais connu par 46 % des Français, dont 53% de ce taux par le bouche-à-oreille. Nous poursuivons nos efforts de communication avec le SIG. Le bouche-à-oreille est un indicateur important. Il signifie que les personnes qui ont obtenu le service souhaité parlent du dispositif.

En termes de maillage territorial, 99% des Français se trouvent à moins de 20 minutes d'une maison France Services. Nous continuons à travailler pour améliorer la connaissance du dispositif et développer le réflexe France Services. Nous avons communiqué lors du dernier salon des maires sur Ma prime Renov'. Nous avons également mené un travail sur la partie étudiante.

En conclusion, France Services est un dispositif satisfaisant qui doit continuer à s'améliorer. Concernant les programmes de transformation urbaine, nous sommes conscients que ces projets nécessitent du temps. L'action Cœur de Ville, lancée en 2018, a porté sur la gestion des entrées de ville, autour des gares et sur la renaturation. La réhabilitation des bâtiments peut s'avérer difficile et nécessiter des procédures compliquées. Néanmoins, les Actions Cœur de Ville satisfont globalement les élus et nous souhaitons intensifier nos efforts sur ce point à l'horizon de 2026, qui coïncide avec la fin du mandat.

Il en va de même du dispositif Petites Villes de demain : malgré un démarrage tardif en 2020, nous commençons à observer des effets positifs sur la réhabilitation des centres-villes et des centres-bourgs. Je rappelle que l'objectif est de 3 milliards d'euros d'ici 2026. La consommation du budget s'effectue à un bon rythme pour le moment, le temps de la réalisation étant venu.

Dans un contexte financier qui impose des contraintes budgétaires à l'ensemble du secteur public, nous devons veiller à la pérennité des programmes. Nous nous engageons à trouver des solutions concertées et cohérentes dès que possible. Notre mission d'ingénierie est cruciale pour permettre le déploiement des actions voulues par les élus. Nous comptons actuellement une quinzaine de programmes ayant des impacts territoriaux mesurables. Malgré les incertitudes budgétaires, l'Agence s'efforcera de poursuivre ses missions, dans la continuité de ce qui a été fait début 2024.

L'objectif de rendre l'action de l'ANCT plus lisible porte ses fruits. Nous maintiendrons le dialogue avec les ministères et la Direction générale des collectivités locales afin de défendre cette dynamique positive à l'échelle locale.

Par ailleurs, nous poursuivons avec Stanislas le « Tour de France » de l'Agence par différents moyens de transports. Nous nous sommes récemment rendus, dans l'Eure, dans le Doubs, dans le Calvados, dans les Bouches-du-Rhône, dans la Marne et en Indre-et-Loire. Nous sommes également à Montpellier, à Strasbourg et à Sélestat pour les congrès d'élus. Nous nous rendrons prochainement en Ile-de-France et dans les Hauts-de-





France. Ces rencontres sont très importantes pour échanger avec les collectivités locales et mettre en perspective nos actions.

Nous serons présents aux 40 ans de l'ANEM qui auront lieu mi-octobre. Nous organiserons sans doute en 2025 un ANCTour national après le succès de l'événement organisé en Occitanie. Ces rencontres permettent de mieux faire connaître l'agence et ses services aux collectivités.

Christophe GIRARD

Je souhaite tout d'abord exprimer la position de la CGT concernant l'analyse du déficit et des contraintes budgétaires. Nous ne partageons pas l'idée que des économies doivent être réalisées par tous, dès lors que 200 milliards d'euros d'aides publiques ont été accordés aux grandes entreprises sans contrepartie.

Ensuite, au nom de l'ensemble des organisations syndicales, nous exprimons l'inquiétude unanime du personnel quant à son avenir, tant en termes d'effectifs que de moyens pour mener à bien ses missions.

Concernant le remaniement ministériel, les missions de l'ANCT se trouvent désormais réparties entre sept ministères différents. Nous constatons l'absence d'un ministère de la Ville et la nomination d'un ministre au logement et à la rénovation urbaine. Cela laisse penser que l'on privilégie le « dur » par rapport à l'humain, ce qui inquiète les agents.

S'agissant des moyens, nous avons pris connaissance de la lettre de cadrage adressée à Monsieur Béchu le 20 août 2024, dont la pertinence a été confirmée hier à la Commission des finances de l'Assemblée nationale. Elle prévoit une baisse de 14 % sur le bloc 147 et de 40% sur le bloc 172. Elle précise en outre que l'objectif d'optimisation des subventions versées à l'ANCT implique une rationalisation des effectifs. Cette annonce a suscité beaucoup d'émoi au sein de l'Agence, et nous souhaitons en faire part à l'ensemble de l'administration.

Le Président

Il ne m'appartient pas de répondre à la place du gouvernement sur les points que vous avez mentionnés. Je précise simplement que Valérie Létard aura la responsabilité de la politique de la ville sur son périmètre d'intervention, ce qui nous semble tout à fait cohérent. Je préfère aborder des aspects urbains et humains que du « dur » et du « mou ». Nous veillerons à combiner ces deux dimensions dans le cadre du projet Quartier 2030. Récemment, au quartier de la Paillade à Montpellier, nous avons constaté les résultats positifs des efforts déployés et de la vision portée. Nous voyons que cela ne fonctionne que lorsqu'une alliance efficace est établie entre l'urbain et l'humain.

Stanislas BOURRON

À ce stade, nous n'avons pas d'informations précises concernant le budget de l'État. Les documents diffusés par le précédent gouvernement contiennent certaines indications, mais nous devons attendre la décision prise par le gouvernement actuel. Celle-ci sera annoncée lors de la dernière phase des discussions budgétaires de l'État.

Approbation procès-verbaux des conseils d'administration du 20 juin et du 18 juillet

Le Président

Avez-vous des remarques à formuler concernant ces documents ?

En l'absence de remarques, les procès-verbaux sont approuvés à l'unanimité.

Christophe GIRARD

Je rappelle que la Direction s'était engagée à fournir la programmation des événements auxquels l'ANCT participe. Nous souhaiterions qu'elle nous soit transmise.

Point sur le transfert de la plateforme Aides-territoires

Agnès REINER

Le transfert concerne un outil de recensement des offres d'ingénierie financière et technique qui a été lancé sous forme de start-up d'État en 2018 par la Direction générale de l'aménagement, du logement et de la nature (DGALN) et qui a été soutenu par l'ANCT dès sa création.





Nous avons rapidement pris part à la gouvernance de cet outil qui présente l'avantage majeur de fournir aux élus, grâce à un système de filtrage, des informations concernant les ressources disponibles pour leurs projets lorsqu'ils requièrent une aide en ingénierie. Cet outil, très complet, s'est considérablement développé ces dernières années.

La DGALN a généreusement proposé de transférer cet outil à l'ANCT et nous l'en remercions. Notre objectif est de poursuivre la gestion optimale de cet outil en continuant d'associer la DGALN et la DGTN à sa gouvernance. Le service rejoindra désormais l'incubateur.

Laurent ROJEY

Ce produit s'intégrera au catalogue des services numériques au sein de l'incubateur des territoires de l'ANCT. Nous avons présenté certains de ces produits dans le cadre du conseil d'administration. Cette intégration s'inscrit pleinement dans la méthode mise en œuvre pour l'ensemble des produits de l'incubateur. Elle nous permettra de développer des liens avec d'autres produits. Par exemple, nous avons créé Mon espace collectivité afin de faciliter l'accompagnement des projets territoriaux par les services de l'État. Cet outil offre un point d'entrée unique pour les projets des collectivités et permet un suivi personnalisé assorti des recommandations adaptées par les services de l'État. L'utilisation d'une base de données aussi riche que celle des territoires optimisera l'accompagnement via Mon espace collectivité.

Notre premier objectif est d'assurer un transfert du produit fluide et transparent vers le terrain, pour tous les utilisateurs et partenaires des territoires. Dans un second temps, nous approfondirons les liens avec les autres produits de l'incubateur et nous améliorerons les territoires pour faciliter davantage l'accès à l'information. Nous veillerons à communiquer ces développements de la manière la plus claire et pertinente possible.

Le Président

Merci pour cette présentation. Appelle-t-elle des questions ?

Catherine LHERITIER

L'outil est pertinent pour les territoires, mais une solution devra être trouvée pour convaincre un certain nombre de financeurs de renseigner les informations concernant leur territoire. Certaines opérations très lourdes ne peuvent aboutir qu'en cas de convergences de financements. Un renseignement complet au niveau national permettrait donc d'optimiser la conduite des opérations.

Par ailleurs, il n'existe pas nécessairement dans les territoires de structure dédiée à la promotion de cette politique. Je me demande s'il serait possible d'adapter l'outil en ce sens. Aujourd'hui, pour une petite collectivité, il peut être difficile d'obtenir tous les financements possibles pour un projet donné. Je pense que l'enjeu majeur pour l'outil est son renseignement par les financeurs potentiels.

S'agissant des services, il est crucial de développer un réseau avec les communes, car les distances de 20 à 30 kilomètres peuvent décourager. Nous pourrions envisager la mise en place d'un portail géré par France Services et accessible aux secrétariats. Cela permettrait d'informer un plus grand nombre de personnes et de les accompagner dans leurs démarches. Par ailleurs, les DDFIP ont développé un outil intéressant de rendez-vous en visioconférence. Dans ma mairie, nous avons aménagé un espace insonorisé afin d'échanger avec les DDFIP par ce moyen. Nous pourrions envisager des rendez-vous avec des agents de France Services, ce qui compléterait le réseau existant.

Le Président

Merci pour vos remarques. La localisation est aujourd'hui pensée avec les collectivités territoriales, mais le développement de la mobilité change les choses. La collaboration avec les collectivités permettra de progresser.

Isabelle DUGELET

Nous utilisons beaucoup le service Aide territoire pour les aspects d'ingénierie de l'Association des maires ruraux. Nous encourageons vivement les communes à créer des comptes pour accéder aux informations. Nous déplorons aussi le manque de renseignement de certains opérateurs, notamment les conseils départementaux, qui peut s'avérer très pénalisant.

Sur le terrain, dans nos villages, les personnes âgées en difficulté se rendent d'abord à la Mairie ou au secrétariat de la mairie, mais elles ne parcourent pas 15 ou 20 kilomètres. Nous faisons notre possible pour les aider, mais nous nous trouvons parfois dans des situations complexes.





Le Président

Je partage ces commentaires. Nous cherchons à constituer dans les intercommunalités des réseaux de secrétariats généraux. La mairie constitue effectivement notre premier point d'entrée. Il est donc essentiel de structurer ces réseaux, qui se mettent en place dans certains territoires, malgré des disparités existantes. Notre priorité est de partager les ressources et d'expliquer les bonnes pratiques afin qu'elles se développent. Nous envisageons un échange avec l'Association des départements de France et l'Association des régions de France afin de porter la démarche.

Au niveau des collectivités locales, les maires ont bien compris l'intérêt de l'outil. Il est néanmoins indispensable que tous les acteurs s'impliquent pleinement. Nous examinerons la situation du côté des régions et des départements.

Catherine LHERITIER

Il serait également souhaitable de permettre la mobilité des agents de France Services. Avec deux accueillants qui doivent être présents en même temps pour des raisons de sécurité, le cadre actuel est assez rigide. Il n'est pas forcément pertinent dans nos secteurs ruraux. Nous pourrions envisager que les agents se séparent afin de mieux répondre aux besoins dans les communes. La configuration systématique en binôme est parfois contraignante. Il serait plus efficace d'envisager une maison France Services multisites.

Christophe GIRARD

La question de l'ingénierie est encore peu développée. Comme nous l'avons indiqué pour d'autres dossiers, nous aurions besoin d'une cartographie de tous les types d'ingénierie à disposition des acteurs locaux, incluant notamment les agences de l'eau, les CRES, les ORS CRAI et les centres de ressources de la politique de la ville. Il me semble que la loi prévoit la réalisation d'un état des lieux au niveau départemental ou régional. Ces informations pourraient être centralisées au niveau national de manière à ce que l'ensemble des acteurs aient une vue complète des ressources en ingénierie disponibles.

Catherine LHÉRITIER

Dans mon département, le préfet a mandaté un chargé de mission dans le cadre de Villages d'avenir afin de constituer cette base de données d'ingénierie. Le travail est en cours et il sera mené dans tout le département.

Le Président

La cartographie d'ingénierie est réalisée à 85 % dans les départements. Nous comptons également des forums d'ingénierie et des guides ont été constitués dans un certain nombre de départements.

Je rappelle également l'excellent travail effectué l'an dernier avec cinq autres opérateurs que sont l'ANA, le CEREMA, l'ANRU, l'ADEME et la Banque des territoires. Ce travail, coordonné par l'Agence, a abouti à des résultats très précis, incluant des documents de communication et un tableau Excel détaillé. Notre objectif est de permettre aux collectivités de trouver une ingénierie à leurs besoins. Nous n'avons pas vocation à faire ce que d'autres font très bien, mais à proposer une solution lorsque les collectivités n'ont pas trouvé de réponse à leurs besoins. Les deux caractéristiques importantes de ce service sont la dimension sur mesure et la déconcentration.

Le choix de déconcentrer 15 millions d'euros au niveau local a produit des effets remarquables.

Etat des projets accompagnés en ingénierie et consommation des enveloppes déconcentrées par l'Agence

Nicolas Sornin Petit va maintenant vous présenter la consommation des enveloppes déconcentrées. Les territoires manifestent un engouement marqué pour l'ingénierie.

Nicolas SORNIN PETIT

Le document qui vous a été transmis comprend la liste des projets classés par département, dont l'accompagnement a été validé depuis le dernier Conseil d'administration. Une analyse statistique détaille les thématiques, les typologies de territoires et les modalités d'accompagnement de l'ingénierie sur mesure.

Concernant la déconcentration, les préfets peuvent désormais utiliser une partie des marchés d'ingénierie. Celle-ci était initialement limitée aux lots régionaux, c'est-à-dire les diagnostics et le cadrage des projets de





concertation). Compte tenu de la forte demande des services départementaux, elle a été élargie à l'utilisation des outils d'accompagnement d'ingénierie de l'ANCT.

Au 1^{er} septembre, nous comptons 2 052 projets accompagnés en ingénierie sur mesure depuis la création de l'agence, dont 517 pour cette année. Ce nombre atteint même 612 aujourd'hui. Sur l'enveloppe déconcentrée de 15 millions d'euros, 337 projets ont été accompagnés, représentant 12,1 millions d'euros engagés. Nous anticipons un flux important de projets d'ici la fin de l'année. 76 % des communes accompagnées comptent moins de 3 500 habitants. Nous nous rapprochons donc progressivement de la cible des petites collectivités bénéficiant d'une prise en charge totale par l'ANCT.

Nos accompagnements en ingénierie s'articulent avec les autres actions de l'agence, notamment les programmes. Le programme Villages d'avenir représente 219 projets accompagnés dans 406 communes. Ils se décomposent en 50 feuilles de route et 169 projets plus structurants. Nous comptons également 109 projets liés au numérique, dont une cinquantaine pour Petites villes de demain, 24 pour Action cœur de ville et 7 pour Territoires d'industrie.

La typologie de projets comprend d'abord les montages de projets, notamment les maisons du numérique, des viabilités des ZAC et des transformations d'hôtels en espèce multiservices. Elle comprend en outre le tourisme-montagne, qui regroupe le tourisme quatre saisons, la faisabilité hôtelière et la gestion des flux. Le numérique concerne 46 collectivités accompagnées depuis le dernier Conseil d'Administration. Enfin, la mobilité et les projets de territoire à plus grande échelle concernent de nombreuses collectivités. Le programme comprend enfin un volet d'inclusion, concernant notamment le logement des seniors, les maisons d'assistantes maternelles et l'inclusion numérique. Sur le plan géographique, notre champ d'action s'étend du nord métropolitain jusqu'à la Martinique.

Parmi nos projets, on peut citer une stratégie d'habitat en lien avec l'implantation d'une mine de lithium dans l'Allier. Nous accompagnons trois communautés de communes pour répondre aux besoins de logement durant la construction et l'exploitation du site. Outre les besoins de logement des équipes qui vont construire les équipements, nous devons répondre à un besoin de développement du territoire dès lors que les sites seront exploités.

Les autres exemples sont :

- un projet de village d'avenir est en cours à La Réunion, visant à rationaliser le parcours touristique et culturel dans une zone classée au patrimoine de l'UNESCO ;
- la reconversion d'un bâtiment dans les Vosges pour en faire une maison d'accueil pour personnes âgées dépendantes ;
- un accompagnement du Conseil départemental de l'Inde en matière de prospective territoriale, pour aider à formaliser et développer des projets sur l'ensemble du département.

Concernant les objectifs fixés par la ministre dans sa circulaire du 28 décembre 2023, nous avons progressé sur plusieurs points.

Premièrement, les cartographies de l'ingénierie départementale sont en cours de finalisation. Elles seront intégrées à l'outil Aides Territoire en 2025 pour faciliter l'accès des collectivités à l'offre d'ingénierie.

Deuxièmement, des adresses e-mail uniques ont été mises en place dans 90 % des départements pour centraliser les demandes d'ingénierie. Nous vérifions qu'un interlocuteur répond effectivement à chaque sollicitation pour chaque guichet unique.

Troisièmement, les forums de l'ingénierie ont repris, après un certain nombre d'annulations. Ils sont souvent couplés avec les assemblées générales des maires. Ces événements permettent aux élus de rencontrer les acteurs départementaux de l'ingénierie et de découvrir les solutions à leur portée.

Le Président

Avez-vous des questions ?

Catherine LHERITIER

Je salue la progression de l'ingénierie en direction des communes, qui était bien notre objectif. Cela prendra du temps et nécessite un accompagnement pour mener à bien le projet. Sur le terrain, nous constatons que certains opérateurs nationaux ne sont pas toujours adaptés aux spécificités locales. Il serait important que les préfets aient la possibilité de financer les opérateurs locaux. Un dispositif pourrait être mis en place en ce sens.





Par ailleurs, les documents transmis indiquent un moindre recours à l'accompagnement dans les outre-mer. Le rôle de l'AMF est de relayer l'offre de service aux départements d'outre-mer. Je souhaitais également confirmer la pertinence des chefs de projet de territoire. Il me semble que Villages d'avenir doit fonctionner comme le programme Petites villes de demain, en encourageant une réflexion globale sur l'avenir du territoire, au-delà de la seule problématique de l'équipement.

Dans notre département, nous comptons deux chefs de projet. Je fais appel au CAUE pour accompagner mon équipe et élargir notre réflexion. Le chef de projet peut garantir la cohérence et le respect des objectifs. Son accompagnement est essentiel et nécessite une mobilisation continue. Il conviendra donc de veiller à proposer les effectifs appropriés.

Enfin, je réitère ma question sur la possibilité de rémunération à l'échelle européenne. Les communes vont devoir se positionner dans ce cadre à l'avenir.

Isabelle DUGELET

Comme cela a été dit, 76 % des communes ayant bénéficié de l'ingénierie comptent moins de 3 500 habitants. Je tiens à souligner qu'elles représentent 90 % du nombre total de communes, ce qui constitue l'une de nos forces. L'émulation est importante autour de Villages d'avenir, qui suscite énormément d'attentes. J'espère que nous serons en mesure de répondre aux aspirations des collectivités.

Christophe GIRARD

L'augmentation de l'aide aux petites collectivités est un point positif. Néanmoins, depuis la création de l'Agence, et particulièrement pour l'année 2024, nous observons une diminution significative de recours à l'expertise interne de l'ANCT. De plus, la mise à disposition de l'expertise d'un opérateur partenaire de l'ANCT chute également de plus de 20 % à seulement 4 %. La mobilisation de l'ingénierie locale repose sur la mobilisation des compétences internes, qui semblent ne pas avoir été utilisées. Ces compétences existent, et nous nous inquiétons de ne pas les voir davantage mises à contribution.

Driss ETTAZAOUI

La réalité peut être meilleure que les chiffres présentés. Dans notre intercommunalité, les services de l'ANCT se montrent particulièrement agiles, puisqu'ils travaillent aussi dans l'accompagnement des communes au dispositif Villages d'avenir. Les maires concernés ont exprimé leur vive satisfaction quant à l'accompagnement et au soutien de l'Agence lors du bureau communautaire.

Les services de l'ANCT interviennent également en milieu urbain, dans les quartiers prioritaires. À Évreux, suite à l'incendie d'un centre commercial, ils nous ont donné de précieux conseils et nous ont aidés à mobiliser des moyens financiers. Il est important de rappeler la situation lorsque les choses fonctionnent bien.

Nicolas SOUDON

Je trouve particulièrement intéressant et pertinent d'avoir cartographié les besoins en ingénierie de l'ensemble des collectivités, notamment des plus petites. L'analyse de la typologie des sollicitations communales est très instructive.

Cette analyse révèle des lacunes, notamment dans le domaine de la transition écologique où la proportion de projets reste faible. Cela peut s'expliquer soit par un manque d'initiatives, soit par une prise en charge directe par les collectivités.

Le Président

Il est important de ne pas se focaliser uniquement sur les statistiques, mais de considérer notre réactivité face aux sollicitations des élus. Nous répondons à 100 % des communes qui sollicitent l'ANCT. Par ailleurs, certains élus échangent avec leurs homologues d'autres collectivités ou établissent des partenariats régionaux. Nous constatons parfois que des élus ne nous sollicitent pas, que ce soit pour une assistance ou un financement. Cela soulève d'autres questions sur leurs besoins réels ou leur perception de nos services, mais il n'y a pas d'absence de réponse de notre part. Nous traitons l'intégralité des demandes qui nous parviennent.

Stanislas BOURRON

Nous comptons d'ores et déjà près de trois fois plus d'accompagnements proposés qu'en 2023 ou en 2022. Nous serons sans doute confrontés à une augmentation de la demande en ingénierie au deuxième semestre, ce qui impactera le budget. Le nombre croissant de sollicitations en cours témoigne d'une dynamique collective





qui s'autoalimente. Nous poursuivons cette dynamique impliquant les services déconcentrés de l'État et d'autres acteurs.

Dans certaines régions, l'organisation entre les deux acteurs principaux fonctionne de façon efficace. Le maillage se développe de manière constructive. Nos réunions avec les départements se déroulent très bien, avec un fléchage des opérations selon les moyens disponibles. Notre objectif est d'étendre ce modèle pour répondre aux besoins de toutes les communes.

Il arrive que les intercommunalités deviennent maîtres d'ouvrage d'ingénierie pour les communes concernées. Ainsi, si l'on inclut les intercommunalités de moins de 15 000 habitants, le taux de couverture augmente.

Vous avez raison, Monsieur GIRARD, de souligner l'importance de l'ingénierie interne. Nous continuons à la déployer, mais le volume de demandes a tellement augmenté qu'il excède nos capacités. Le CEREMA est un acteur très important pour la mobilisation des compétences d'ingénierie. Mais une fois encore, nous faisons face à un nombre considérable de demandes supplémentaires, et nos capacités ne suivent pas toujours sur certains sujets. L'objectif général est d'apporter une réponse adéquate à la demande, qu'elle soit publique ou privée, locale ou nationale.

Nicolas SORNIN PETIT

Concernant les opérateurs peu adaptés aux réalités du terrain, nous avons pris des mesures correctives depuis le lancement de l'agence. Nous avons recadré certains prestataires trop « parisiens » et inadaptés, et n'avons pas renouvelé les contrats de certains autres. Notre processus d'évaluation des opérations inclut désormais l'avis des collectivités sur l'accompagnement reçu.

Nous demandons également aux prestataires d'envoyer des profils expérimentés, particulièrement dans les territoires qui manquent d'ingénierie. Cette exigence de séniorité est cruciale pour les collectivités éloignées de l'ingénierie.

Nous sommes par ailleurs en train de renouveler notre marché d'ingénierie. Nous menons de nombreux entretiens avec les prestataires candidats, anciens et nouveaux. Nous soulignons que l'on s'adresse à des collectivités de petite taille qui comptent peu de ressources et peu de personnel, sans ingénierie intégrée. Nous veillons à ce que les prestataires soient sensibilisés et préparés à ces interventions.

Les projets mettent plus de temps à émerger en outremer pour plusieurs raisons. D'une part, les collectivités sont plus en difficulté et moins équipées en ingénierie qu'en métropole. D'autre part, les services de l'État qui nous relaient connaissent un fort turnover, ce qui peut freiner ou interrompre les dynamiques initiées. Néanmoins, des avancées positives sont à noter. La mise en place de forums d'ingénierie, les déplacements du directeur général et du chef de projet Outre-mer ont suscité un intérêt croissant. Les forums permettent aux collectivités de découvrir nos offres. Le programme Villages d'avenir favorise également l'expression des besoins. Un frémissement se fait sentir et nous commençons à recevoir des projets. Un point spécifique sera présenté sur l'outremer lors du prochain Conseil d'administration, bien que la situation ne soit pas encore totalement stabilisée.

État d'avancement du programme Villages d'avenir

Éric ÉTIENNE

Je rappelle tout d'abord que Villages d'avenir est le dernier né des programmes de l'Agence. Les lauréats ont été annoncés en décembre 2023 et nous observons déjà une montée en puissance de notre action. Comme l'a rappelé le président, nous intervenons en subsidiarité, à la demande des élus locaux.

Le programme cible les communes de moins de 3 500 habitants. 2 498 communes étaient labellisées « Villages d'avenir » au 1^{er} septembre. Nous comptons 120 chefs de projet, 100 de l'Agence et 20 du CEREMA, chacun ayant reçu une lettre de mission signée par le Directeur général. Le travail est mené en lien avec les préfets afin d'harmoniser les pratiques. Les chefs de projet sont pour moitié affectés dans les préfectures, l'autre moitié étant réparti entre les DDT, DDTM et les sous-préfectures. Tous les chefs de projet ont bénéficié d'un accompagnement à leur prise de poste. Ils étaient tous recrutés à la fin du premier semestre 2024.

Chaque chef de projet gère un portefeuille d'une vingtaine de communes, ce qui ne correspond pas nécessairement au nombre de projets. Aujourd'hui, plus de 2 500 projets ont été identifiés et validés par les élus locaux. Plus de 10 % de ces projets bénéficient d'un accompagnement renforcé « sur mesure ».





En fin d'année, sous réserve des arbitrages ministériels à venir, nous évaluerons le nombre de projets réalisés et envisagerons l'intégration de nouveaux projets. Nous organiserons des rencontres régionales, sur le modèle du programme Action Cœur de Ville visant à suivre l'évolution des projets dans les territoires. Nous avons constaté des disparités régionales dans le nombre de projets accompagnés par l'Agence. Afin d'y remédier, nous mettrons en place des groupes de travail thématiques, réunissant les chefs de projet, l'ingénierie locale classique, c'est-à-dire les préfets, les sous-préfets, les directeurs des territoires, les équipes des DDTM. Ces groupes seront complétés par des webinaires, des newsletters et des livrets. La méthode a fonctionné pour les programmes Cœur de ville et Petites villes de demain.

Michel-François DELANNOY

Le dispositif de la Banque des Territoires est organisé très différemment. Les chefs de projet ne sont pas dans les collectivités, mais ils sont intégrés aux préfetures. Nous participons activement à leur formation lors des sessions mentionnées précédemment.

Bien que nous manquions encore de recul, ce dispositif nous semble particulièrement pertinent. Il nous permet d'accomplir une partie du travail d'ensemble évoqué précédemment. Les porteurs de projet peuvent trouver un interlocuteur dédié, capable d'identifier les possibilités d'ingénierie et d'accompagnement, garantissant ainsi qu'aucune opportunité de financement ne soit négligée, qu'elle provienne de l'ANCT ou d'autres sources.

Nous avons su trouver notre place dans ce dispositif, malgré son organisation différente. Il est intéressant d'en observer les impacts. Nous commençons à percevoir une sollicitation des nouveaux porteurs de projets. Nous sommes déjà bien implantés auprès des petites villes et des villes moyennes. Bien que ce processus débute et que des disparités régionales existent, nous considérons que ce dispositif est bien adapté et bien conçu pour atteindre des populations territoriales visées.

Benoît DUFUMIER

Je souhaite apporter un éclairage complémentaire sur deux aspects. Premièrement, concernant les Villages d'avenir, je souligne l'importance de l'approche opérationnelle et de la proximité adoptée par les services de l'État mutualisés. Cette démarche permet d'être accessible et de traiter efficacement un grand nombre de dossiers de petite taille. Deuxièmement, la décision de décentraliser les aides a été cruciale pour le lancement de ces programmes.

Catherine LHÉRITIER

Le dispositif présente l'avantage de dépasser les contraintes de fin de mandat. Le tandem constitué entre les chefs de projet et l'ingénierie locale permet d'avancer correctement.

Isabelle DUGELET

Je m'interroge sur le calendrier de la deuxième vague et sur la sélection des communes. Les chefs de projet qui ne sont pas restés dans les départements ont-ils été remplacés ou reformés ? Par ailleurs, certaines préfetures auraient besoin de renforts. Le grand intérêt de ce dispositif est d'ouvrir la porte des préfetures aux communes rurales et de créer un lien avec le corps préfectoral. Elles se sentent enfin exister.

Le Président

Avant d'envisager une deuxième vague, il est crucial de laisser le dispositif actuel produire tous ses effets, mais nous avons atteint les premiers objectifs fixés pour la première vague. Nous procéderons bientôt à des évaluations, comme nous en avons l'habitude. L'accès au programme Cœur de ville 2 a été nourri par une évaluation des capacités mises en œuvre. Un niveau supplémentaire a été ajouté au cycle.

Nous avons constaté une grande diversité dans la typologie et la nature des projets. Par exemple, pour une collectivité travaillant à la réhabilitation d'un patrimoine important, nous devons évaluer le nombre de communes intéressées.

Stanislas BOURRON

Nous avons répondu à vos interrogations concernant les mouvements de personnel parmi les chefs de projet. Il s'agit d'un phénomène courant dans l'organisation des collectivités et des services de l'État. Nous procéderons aux remplacements nécessaires. Nous rencontrons quelques cas issus d'un sujet d'organisation locale. Ils requièrent un accompagnement avec les services de l'État. Néanmoins, ils restent limités. Quoi qu'il en soit, des départs et des arrivées se produisent et continueront tout au long du programme. C'est un processus normal.





Approbation de l'avenant à la convention conclue avec la CNFPT pour la formation des conseillers numériques

Éric ÉTIENNE

Vous avez déjà évoqué largement France Services. Il est important de souligner le rapport de la Cour des comptes sur le sujet. L'objectif est un maillage de 2 800 maisons France Services avant la fin de l'année. Il permettra de répondre efficacement aux attentes de la population en offrant un service de proximité, évitant ainsi aux citoyens de se déplacer d'un endroit à l'autre pour obtenir des réponses à leurs besoins. 11 opérateurs font partie du dispositif. Une nouvelle entrée interviendra l'année prochaine.

Les demandes, assez techniques, nécessitent de former les agents. Beaucoup d'actions ont été menées. Une première convention conclue début 2024 prévoyait le montant de la formation, sous-traitée au CNGPT. Compte tenu de l'augmentation du nombre de conseillers à recruter, nous proposons d'ajouter 700 000 euros à la convention initiale. Celle-ci était fixée à 1,65 million d'euros par an. Moyennant cet ajout, le montant total s'élèverait à 2,350 millions d'euros.

Patrick GENRE

Je tiens à rappeler une mise en garde formulée par plusieurs d'entre nous lors du dernier Conseil d'administration : attention ne pas surcharger les structures France Services. Cette préoccupation est partagée sur tous les territoires. Nous avons également signalé une augmentation des exigences, de l'impatience et même de l'agressivité des usagers. Les ajouts permanents pourraient conduire à assécher l'offre de services publics du territoire, en concentrant excessivement les services à la population. Un certain nombre de maisons France Services sont arrivées à saturation et ne vivent pas bien cette situation, car elles ne sont plus en mesure de mener leurs missions. Les structures de France Services ne sont financées qu'à hauteur de deux emplois, alors que les collectivités comprennent trois à cinq emplois financés à 100 %. Le principal risque serait l'échec des maisons France Services lié une charge excessive.

Concernant le recrutement initié pour le chef de projet « Montagne Ruralité », je souhaite attirer l'attention sur la transformation de ce poste, auparavant dédié à 100 % à la montagne. Bien que la montagne fasse partie de la ruralité, elle ne la représente pas entièrement. Il convient donc de veiller à ne pas diluer les capacités d'intervention sur les spécificités territoriales. Nous devons être vigilants quant aux attentes de l'État envers ces structures et leurs missions.

LE PRÉSIDENT

Nous vous remercions pour cette alerte. Nous partagerons l'information et nous approfondirons les réflexions concernant la montagne.

Driss ETTAZAOUI

Je partage les propos de mon collègue Patrick GENRE. Les élus locaux sont en première ligne, souvent responsables de tout et innocents de rien. Auparavant, lorsqu'il s'agissait de services publics, nos concitoyens et administrés s'adressaient à la préfecture, à la Sécurité sociale ou à la CAF, pointant du doigt leurs directeurs respectifs en cas de problème. Aujourd'hui, c'est systématiquement le maire qui est tenu pour responsable si des dysfonctionnements se produisent. L'alerte émise concernant les maisons France Services doit être prise en considération. Je sais que vous en êtes conscient, Monsieur le Président, car vous exercez des fonctions similaires aux nôtres.

LE PRÉSIDENT

Ces convictions sont partagées. Je vous propose de procéder au vote concernant cette convention.

La convention est approuvée à l'unanimité.

Point d'étape relatif aux contrats de ville

Ensuite, nous aborderons le contrat de ville, dont l'introduction avait été accueillie favorablement lors du dernier conseil d'administration.

Corinne DE LA METTRIE

Je présenterai un point d'étape portant sur le déploiement des signatures de la nouvelle génération des contrats de ville, conformément à l'engagement pris en 2023. Cette présentation se concentre sur la métropole, la





géographie des quartiers prioritaires ayant été mise à jour en 2024. La contractualisation concernant l'outremer est en cours et elle se poursuivra en 2025.

Les contrats de ville sont signés pour six ans, avec une clause de revoyure à mi-parcours. La clause de revoyure, prévue à trois ans, sera renforcée dans le cadre du projet de dé-légalisation de la loi Lamy. La clause de revoyure prévue en 2027 permettra aux nouvelles équipes municipales de s'approprier pleinement le bilan et d'ajuster les axes et actions de la contractualisation.

Un enjeu important de la circulaire de janvier 2023 était d'adopter une approche plus déconcentrée et décentralisée, offrant davantage de flexibilité pour répondre aux enjeux spécifiques de chaque territoire. Nous procéderons à une analyse des 334 contrats de ville, qui comptent en moyenne 200 à 300 pages. Nous examinerons par exemple comment la thématique de la transition écologique est traitée. Nous avons également vu émerger la thématique du vieillissement.

Laisser une marge de manœuvre accrue au niveau local pour définir les axes stratégiques a permis de faire émerger des thématiques nouvelles et de mener une approche plus fine. À ce jour, 271 contrats sont signés sur 334 pour la métropole, avec une prévision de 300 signatures d'ici fin octobre. Certains contrats seront finalisés en fin d'année, en raison des processus de délibération locaux qui impliquent les communes, les EPCI, les régions et les départements. Je remercie l'équipe d'Anne Beauchesne pour son accompagnement rigoureux du réseau État en préfecture, notamment dans la résolution des difficultés d'ingénierie.

Concomitamment, nous travaillons sur les conventions d'abattement de taxes foncières sur les propriétés bâties (TFPB), annexes des contrats de ville qui doivent être également signées avant la fin de l'année. S'agissant des derniers contrats en cours de discussion, nous menons ces deux processus simultanément, ce qui représente un défi en termes d'ingénierie. La mobilisation observée lors du Congrès de l'Union sociale de l'habitat (USH) témoigne de l'implication des bailleurs dans ces conventions.

LE PRÉSIDENT

Merci pour cette présentation. J'ouvre à présent la discussion.

Nadège BAPTISTA

Je souhaite apporter un éclairage sur notre expérience dans les Hauts-de-Seine. La rédaction et la signature des contrats de ville a été précédée de 20 réunions de concertation citoyenne dans les quartiers prioritaires. Elles ont fait émerger trois priorités constantes : le logement et le cadre de vie, l'éducation des enfants et l'accès aux droits et aux soins. Ces priorités nous ont guidés pour établir les actions du programme Engagement quartiers 2030. Par ailleurs, nous avons élargi le cercle des signataires en associant les entreprises, dans le cadre de la relance de La France s'engage d'une part, et en sollicitant les fondations pour leur expertise en recherche et utilité sociale d'autre part.

Bien que nous ayons signé les contrats en avril dernier, le travail n'est pas achevé. Nous développons actuellement un cadre d'évaluation avec France Travail, la CAF, la CPAM et l'ARS pour recueillir des données concernant les quartiers prioritaires. Sans attendre la finalisation de ce cadre, nous avons lancé les appels à projets du contrat de ville pour 2025 et 2026.

Driss ETTAZAOU

Je souhaite exprimer l'inquiétude des maires en l'absence d'un ministère dédié à la politique de la ville. Au-delà du symbole, il nous semble indispensable de maintenir un volet interministériel afin de mobiliser l'ensemble des politiques publiques. Notre association a publié un communiqué de presse sur le sujet.

Ensuite, nous nous interrogeons sur la superposition de la géographie prioritaire et du réseau d'éducation prioritaire. Nous manquons d'informations sur l'avancée des discussions et sur le calendrier prévu.

Nous saluons le déploiement des cités éducatives qui favorise une approche globale et partagée de l'éducation. Cependant, nous nous interrogeons sur notre capacité à absorber le nombre croissant de nouvelles cités éducatives, tant en termes de périmètre que de financement.

Enfin, la sécurité demeure la première préoccupation des citoyens avec le pouvoir d'achat. Nous nous interrogeons donc sur la reconduction des financements alloués à la prévention. Nous constatons un désengagement dans certains départements. La mobilisation des collectivités locales, départements et régions, sur les contrats de ville soulève également des questions, notamment dans le domaine de la prévention spécialisée.





Stanislas BOURRON

Tout d'abord, les travaux de refonte de la cartographie et d'actualisation sont en cours. Ils impliquent les services de l'État et les consultations officielles. Une proposition d'évolution de la cartographie sera prochainement établie. S'agissant de l'outremer, notre objectif reste de préserver les échéances de modification d'ici la fin de l'année. Les nouveaux contrats seraient amendés en 2025, sur la base de la cartographie des nouveaux périmètres finalisée fin 2024.

S'agissant de la superposition des périmètres d'éducation prioritaire et des QPV, des travaux ont eu lieu entre les équipes de l'Agence et les équipes du ministère de l'Éducation nationale. Après la période de transition que nous venons de vivre, les travaux devraient reprendre avec les équipes entrantes sur la question.

Nous avons expertisé les zones de superposition et de non-superposition, afin d'identifier les raisons des décalages. De manière générale, les deux cartographies sont proches, avec quelques zones de différences. Nous avons refait la partie QPV et nous verrons ce qu'il est possible de faire du côté de l'Éducation nationale.

Corinne DE LA METTRIE

L'objectif initial était de commencer le rapprochement à la rentrée 2025, mais cela s'avère compliqué. Nos collègues, en particulier la direction de la DGESCO, sont pleinement conscients de cet enjeu.

Les partenaires seront pris en compte dans l'évaluation effectuée de la démarche Engagement quartiers 2030. Nous comptons d'ores et déjà d'autres signataires des contrats ville, notamment les ARS. Notre évaluation comprendra ces aspects.

Le déploiement des cités éducatives est en cours. Nous avons lancé le 4 avril un appel à projets pour une nouvelle vague de labellisations. Cela nous a permis d'obtenir une dotation d'amorçage pour 44 nouvelles cités éducatives. Aujourd'hui, nous couvrons environ 800 QPV avec ce dispositif, incluant les 200 premières cités déjà renouvelées et les 44 nouvelles. Le déploiement n'est pas toujours simple pour nos collègues de l'Éducation nationale sur le terrain, compte tenu d'une rentrée chargée. Dans certains départements, le déploiement prend du retard. Néanmoins, nous restons en phase opérationnelle sur ce point.

Point sur les vacances olympiques et sur la billetterie populaire

Corinne DE LA METTRIE

La dénomination comprend plusieurs dispositifs gérés par différents ministères, l'été culturel pour le ministère de la Culture et les vacances apprenantes de l'Éducation nationale. En ce qui concerne la politique de la ville, nous comptons deux dispositifs principaux.

Le premier, Quartiers d'été, a été déployé en 2020 pendant la pandémie de COVID. Il a été depuis lors pérennisé et ses moyens ont augmenté sensiblement de 28 millions d'euros en 2023 à 32 millions en 2024. Le bilan présenté est provisoire, les associations et préfectures ayant jusqu'à fin septembre ou début octobre pour nous transmettre leurs rapports finaux.

La partie Quartiers d'été vise à organiser des activités pendant l'été, dans et hors des quartiers. Dans ce domaine, nous avons atteint près de deux millions de participants, majoritairement âgés de moins de 25 ans, et répartis sur 833 communes. Les activités sportives ont été particulièrement privilégiées compte tenu des Jeux olympiques.

Le dispositif de billetterie populaire, cogéré avec l'Éducation Nationale, a permis de répartir 20 000 places : 12 000 pour les Jeux olympiques et 8 000 pour les Jeux paralympiques. Nous avons lancé un appel à projets pour financer non seulement les billets, mais aussi les déplacements, l'hébergement et des actions d'accompagnement et de préparation, incluant d'autres visites. 156 projets ont été soumis, dont 59 à des collectivités locales. 93 % des places ont été utilisées. Le niveau de satisfaction des structures participantes a été extrêmement élevé.





Présentation de la feuille de route 2024 de la convention cadre CEREMA - ANCT

Agnès REINER

Je tiens à rappeler que la feuille de route présentée est un pilier de la convention-cadre conjointement signée entre l'ANCT et le CEREMA en novembre 2023. Chaque année, une feuille de route détermine le volume d'apprentissage en ingénierie réalisé par le CEREMA pour le compte de l'ANCT. La feuille de route 2024 a été finalisée au milieu du premier trimestre.

Pour 2025, la feuille de route présente le nombre de jours proposés, globalement et par délégation territoriale du CEREMA, avec un plancher d'accompagnement chiffré en jours-personnes selon les normes du CEREMA.

Annabelle FERRY

Au-delà de la convention-cadre conclue entre le CEREMA et l'ANCT, nous avons élaboré une feuille de route afin de pouvoir prévoir et anticiper une plage de disponibilité au niveau de nos directions territoriales et de nos équipes. L'objectif est de répondre le plus rapidement possible aux besoins d'accompagnement sur mesure des collectivités. Nous réservons désormais ces plages dans les plannings de nos experts. La feuille de route nous permet également de suivre l'accompagnement du CEREMA sous l'angle régional et thématique.

À ce jour, sur les 800 jours d'expertise d'ingénierie mis à disposition par le CEREMA, le taux de consommation atteint 78 %, soit 630 jours-homme. Ce chiffre est conforme à nos estimations, malgré des disparités régionales. Certaines régions n'ont pas sollicité les mesures du CEREMA, mais nous prévoyons un rééquilibrage dans les mois à venir. Ces 630 jours-hommes incluent la sollicitation des délégués territoriaux de l'ANCT pour des projets encore à engager. Les jours comptabilisés en décembre seront engagés pour 2025 ou sur des périodes assez longues.

Notre convention-cadre prévoit à la fois des missions flash, d'une durée maximale de cinq jours, et des accompagnements renforcés sur une plus longue durée. À ce jour, nous ne comptons que des accompagnements renforcés, d'une durée moyenne d'environ 37 jours par mission. Ces accompagnements couvrent divers domaines, le dispositif Village d'avenir, l'expertise d'ingénierie pour les ponts et ouvrages. Ils portent également sur la transition écologique.

Pour conclure, nous visons un suivi plus fin entre les équipes de l'ANCT et du CEREMA. Nous serons en mesure de présenter un bilan plus détaillé dès l'année prochaine.

Point sur le contrat de subvention octroyé dans le cadre du plan de transformation des zones commerciales

Christelle BREEM

Nous avons déployé le plan de transformation des zones commerciales sur l'ensemble du territoire national. 11 conventions portent sur un montant de subvention supérieur à 1 million d'euros. Nous vous soumettons donc une délibération autorisant le directeur général à les signer.

Le fonds de restructuration est désormais financé sur les crédits du fonds vert. Les accompagnements proposés depuis la création du fonds concernent 337 communes. Nous comptons également une convention d'un montant supérieur à 1,5 million d'euros requiert l'autorisation du directeur général pour sa signature.

Enfin, un avenant concerne une convention pour un projet et l'appui opérationnel à une opération menée à Saint-Étienne-en-Vrai. Ces éléments portent l'enveloppe globale de crédits accordés à l'ANCT sur cette opération à plus d'un million d'euros également.

Le Président

Si vous n'avez pas de questions concernant les points numéros 9 et 10, je vous propose d'en venir au point numéro 12.

Autorisations accordées au directeur général à voter pour la dissolution des sociétés Arc-en-Ciel et Les Gibjongs dans lesquelles l'agence détient une participation

Il s'agit de deux lignes de crédit pour lesquelles l'ANCT détient des participations.





Agnès REINER

Deux SCI sont arrivées à expiration. La SCI Arc-en-ciel de Garges-lès-Gonesse et une SAS a été vendue en début d'année au centre commercial de Bourges. Nous devons donc dissoudre l'activité sous l'autorité du directeur général, qui peut prononcer la liquidation.

Le Conseil d'Administration approuve à l'unanimité le mandat donné au directeur général pour procéder à cette dissolution et à toutes les formalités nécessaires.

Accord-cadre relatif à l'impression offset ou numérique des documents

Raphaëlle GODDET

Je vous présente un accord-cadre relatif à l'impression de certains documents et supports de communication utilisés par l'agence. Une partie de ces impressions est réalisée en interne. Le marché conclu en 2020 arrivant à son terme, nous avons engagé une procédure de renouvellement pour une période de douze mois, reconductible trois fois. Nous soumettons seulement à votre approbation l'attribution des lots 1 et 2, car les lots 3 et 4 font actuellement l'objet d'un recours. Nous attendrons le résultat pour soumettre ces deux lots lors du prochain CA.

Le Conseil d'Administration approuve à l'unanimité les lots 1 et 2 de l'accord-cadre.

Admission en non-valeur

Raphaëlle GODDET

L'admission en non-valeur concerne une activité commerciale de l'ANCT, la SARL Boualem. Cette société a été locataire sur un site à Béziers d'août 2013 à octobre 2023. Suite à de nombreux impayés, malgré des mises en demeure et une tentative de médiation infructueuse, l'ANCT a obtenu une ordonnance de résiliation du bail. La société étant en procédure collective, nous avons déclaré notre créance auprès du mandataire judiciaire. Le 22 mai 2024, l'ANCT a reçu un certificat d'irrecouvrabilité totale et définitive pour notre créance qui s'élève à 45 633,74 euros.

Le Conseil d'Administration approuve l'admission en non-valeur de cette créance.

Validation des décisions signées par le directeur général sur la base de sa délégation de signature

AGNÈS REINER

Environ 200 conventions ont été signées par le Directeur général au cours du premier semestre. Ce rythme est habituel. Il convient également de mentionner trois décisions d'investissement concernant de nouvelles opérations immobilières.

Le Conseil d'Administration approuve les décisions signées par le directeur général sur la base de sa délégation de signature.

Le Président

Le prochain Conseil d'Administration aura lieu le 28 novembre prochain.

La séance est levée à 12 heures 35.

